

**ALLOCUTION DE
S.A.R. LE PRINCE DE GALLES**

**BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION
ET LE DÉVELOPPEMENT
ASSEMBLÉE ANNUELLE DE 2020**

Mesdames et Messieurs, vous avez eu la gentillesse de m'inviter à prononcer cette allocution spéciale devant la 29^e Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, d'autant que la BERD est une institution qui a pour vocation la transition vers des marchés durables depuis sa fondation, depuis près d'une trentaine d'années. Certains d'entre vous se rappellent peut-être que, lorsque j'ai inauguré son siège actuel situé Exchange Square, au cœur de la City à Londres, il y a de cela des années, en 1993, j'ai souligné le rôle important que devait jouer la BERD pour « générer et maintenir la bonne dynamique ». Il va presque sans dire qu'il est aujourd'hui très encourageant d'apprendre qu'en menant vos travaux indispensables sur l'économie verte, vous avez peut-être pris mes propos à cœur...!

Je sais qu'il existe de nombreux exemples d'investissements réalisés par la BERD, en collaboration avec ses partenaires, pour promouvoir des économies résilientes, sobres en carbone, par l'intermédiaire du secteur privé. Parmi ces exemples figure le financement du parc solaire de Benban, le plus grand d'Afrique, avec six millions de panneaux solaires dans le désert égyptien qui

permettront d'alimenter en électricité un million de foyers. Le Programme pour des villes vertes de la BERD, auquel plus de quarante villes ont déjà souscrit et qui encourage les investissements privés et publics dans la distribution d'eau et le traitement des eaux usées, le transport, l'efficacité énergétique des bâtiments et la gestion des déchets, en constitue un autre exemple. J'ai appris que ce programme aide Tirana, la capitale de l'Albanie, à créer une ceinture de forêts urbaines autour de la ville afin d'utiliser la force de la nature pour la gestion de l'eau et des inondations au moyen d'infrastructures vertes, plutôt que grises.

Les exemples sont, évidemment, bien plus nombreux. Je souhaitais simplement applaudir, si vous m'y autorisez, l'intention de la BERD de consacrer une part encore plus importante de son volume total d'activités à l'économie verte. Permettez-moi, cependant, d'encourager sincèrement la Banque – et d'autres leaders économiques ainsi que les actionnaires de la BERD – à se montrer encore plus ambitieux, et même plus radicaux. Ce message n'est peut-être pas celui que vous souhaitez entendre, mais le temps presse, croyez-moi, pour introduire les changements qui ont tant tardé et sont pourtant essentiels à notre avenir.

La pandémie actuelle illustre l'impact dévastateur des menaces d'envergure mondiale qui pèsent sur le bien-être humain et économique. Comme le confirment de récents rapports, le changement climatique induit par

les êtres humains et les activités industrielles détruit, dégrade et fragmente la nature à un rythme sans précédent – affectant les systèmes indispensables à la vie dont nous dépendons tous.

Comme certains d’entre vous le savent sans doute à présent, j’ai tenté de dire pendant plus de quarante ans que nous mettons notre monde à rude épreuve au point de le détruire et que, depuis bien trop longtemps déjà, cette crise est décriée, dénigrée et niée. Si nous prenons la résolution de modifier notre trajectoire, nous devons commencer dès à présent par avancer notre objectif de zéro émission nette – je crains que 2050 suggère simplement que nous disposons d’une certaine marge pour atermoyer. Ce n’est pas le cas. Pour ma part, à travers mon Initiative des marchés durables et la Grande Réinitialisation, je travaille avec des « coalitions de bonnes volontés » pour identifier et développer des solutions qui ont pour but de placer la nature, les populations et la planète au cœur de l’économie. En vue d’accélérer ces efforts, lors de l’ouverture de la Semaine du climat le mois dernier, j’ai appelé à une forme de « Plan Marshall pour la nature, les populations et la planète » pour encourager une reprise « bleu-vert » et ouvrir la voie vers un avenir durable ancré dans un nouveau modèle économique – en d’autres termes, une bioéconomie circulaire qui place la nature et la restauration du capital naturel au centre de tout le processus. Mesdames et Messieurs, les institutions financières internationales et les banques de développement comme la BERD ont un rôle absolument

fondamental à jouer dans ce domaine. Après tout, nous savons que ce n'est pas le manque de capital qui entrave notre avancée, mais la manière dont nous le déployons.

À l'échelon des systèmes mondiaux, tandis que nous étudions le cadre d'une sorte de Plan Marshall, je pense que six leviers essentiels pourraient accélérer notre avancée. Il s'agit des suivants :

Premièrement – la mise en œuvre d'une tarification du carbone efficace et équitable – ou le principe du « pollueur payeur » – pour accélérer la décarbonation en modifiant le comportement des consommateurs, des entreprises et des investisseurs, tout en libérant le potentiel d'innovation et en générant des revenus susceptibles de stimuler la reprise verte.

Deuxièmement – l'accélération du développement, la mise en œuvre et le développement du captage, de l'utilisation et du stockage du carbone, en s'appuyant à la fois sur des solutions naturelles et technologiques, pour nous aider à gagner du temps, ce qui nous permettrait de réduire rapidement les émissions de carbone tout en réalisant notre transition vers une économie mondiale à zéro émission nette. Je crains, Mesdames et Messieurs, qu'il n'y ait tout simplement jamais une réduction adéquate des émissions de carbone sans une tarification du carbone et un captage du carbone.

Troisièmement – la mise en place d’un marché mondial de la compensation carbone crédible et fiable pour associer les efforts bien intentionnés de compensation axés sur l’objectif de zéro émission nette à des solutions naturelles et technologiques crédibles et efficaces pour réduire les émissions de carbone et restaurer la biodiversité.

Quatrièmement – la lutte contre les subventions perverses – comme celles destinées aux combustibles fossiles, à la sylviculture, aux pêches et à l’agriculture – afin de transformer les vies et les moyens d’existence de millions de petits agriculteurs, propriétaires terriens et pêcheurs, ainsi que celles des communautés rurales et côtières partout dans le monde – ce qui contribuerait aussi à préserver la sécurité alimentaire et l’emploi.

Cinquièmement – la création d’un marché mondial reconnu de services écosystémiques pour inciter les agriculteurs et les propriétaires terriens à augmenter et à mesurer le carbone organique du sol, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à améliorer la qualité de l’eau et l’efficacité de l’utilisation de l’eau.

Sixièmement – la promotion de l’urbanisme durable pour faire face à l’urbanisation rapide tout en améliorant l’équilibre entre zones urbaines et zones rurales et en protégeant les écosystèmes, le capital naturel et la production alimentaire.

Toutes ces mesures feraient une réelle différence pour orienter rapidement notre économie sur une trajectoire plus durable. Sans elles, nous n’assumerons pas notre principale responsabilité vis-à-vis des générations futures. De toute évidence, nous ne pouvons rester assis en laissant tout cela se produire alors que nous savons ce qu’il faut faire. Dès maintenant ? En travaillant en collaboration avec les gouvernements, les industries, les entreprises et les investisseurs à leurs feuilles de route sur la voie de zéro émission nette et à leurs priorités en termes de transition économique, nous pouvons aligner nos efforts et nos investissements pour favoriser une accélération et une action à plus grande échelle. Nous avons une incroyable opportunité de créer des chaînes d’approvisionnement, des industries, des produits et des services entièrement nouveaux et durables. En avançant ensemble, avec des feuilles de route claires, nous pouvons générer des efficacités et des économies d’échelle qui nous permettront d’aller bien au-delà de nos progrès collectifs et d’accélérer notre transition.

Pour accélérer la restauration de la biodiversité et des écosystèmes de la nature pendant le peu de temps qu'il nous reste, il sera indispensable d'affecter les fonds de compensation carbone coordonnés et mondialement fiables provenant du secteur privé tout entier au rétablissement du capital naturel et à la réduction des émissions de carbone. De même, pour gagner un temps précieux tandis que nous sommes en phase de transition, le captage, l'utilisation et le stockage de carbone seront absolument indispensables afin de réduire l'excédent de carbone qu'il faut, et que nous devons, éliminer de l'atmosphère. Nous ne remporterons pas la bataille autrement...

Pour obtenir l'impact requis, nous devons aussi penser en termes d'échelle. Les gigantesques projets à l'échelle mondiale, comme « 30 % d'ici 2030 », la Grande muraille verte, Africa 100, l'Initiative 20x20 en Amérique du Sud et bien d'autres, ont le potentiel non seulement d'améliorer le capital naturel, mais aussi d'augmenter les opportunités dans l'économie verte tout en améliorant les emplois durables, les moyens d'existence et la croissance économique locale.

Nous devons aussi prendre des mesures rapides et vigoureuses pour contrer les subventions perverses et améliorer les incitations en faveur d'alternatives durables. La réorientation des subventions économiques, des incitations financières et des réglementations pourrait produire un effet considérable et transformateur sur nos systèmes de marché. Les politiques

publiques ont par conséquent un rôle déterminant à jouer – surtout, si je puis me permettre, dans la mise au point d’une forme efficace et équitable de tarification du carbone, peut-être fondée sur un modèle de « dividende citoyen », qui pourrait libérer un flux gigantesque d’investissements dans des technologies zéro carbone, considérées actuellement comme étant non rentables, tout en fournissant les moyens d’une reprise verte et de meilleures opportunités d’emploi à l’échelle mondiale.

Mesdames et Messieurs, la construction d’un avenir durable est l’histoire de la croissance de notre époque et elle peut, en fait, stimuler notre reprise après la pandémie de manière à générer des dividendes pour les décennies à venir. Nous ne pourrons parvenir à un avantage exponentiel pour tous qu’en trouvant des points d’intérêt communs et en commençant à utiliser des investissements ciblés qui permettront, en s’inspirant des exemples existants de meilleures pratiques partout dans le monde, de mener une action de plus grande envergure. Par exemple, comme l’a indiqué le World Resources Institute (dont je suis parrain), pour chaque dollar investi dans la restauration des forêts côtières de mangrove, le rendement est de 5 dollars. Cependant, connaître sa destination est déjà un grand pas en avant, ce qui explique tout l’intérêt de ces feuilles de route. Plus nous en saurons sur nos ambitions partagées pour l’avenir, plus nous pourrons nous entraider pour atteindre cette destination.

Mais après tant d'atermoiements, de procrastination et de discussions incessantes, la marge de manœuvre se réduit rapidement. Un nouveau « Plan Marshall pour la nature, les populations et la planète » est nécessaire de toute urgence si nous voulons aligner nos efforts collectifs pour obtenir l'impact le plus fort et sauver notre planète d'une destruction continuelle. Je suis certain, Mesdames et Messieurs, que vous serez tous d'accord : nos enfants et nos petits-enfants ne méritent rien de moins – je crains qu'il ne vous revienne à tous, Mesdames et Messieurs, de montrer la voie pour nous sortir du gâchis que nous avons nous-mêmes créé. Dès maintenant !